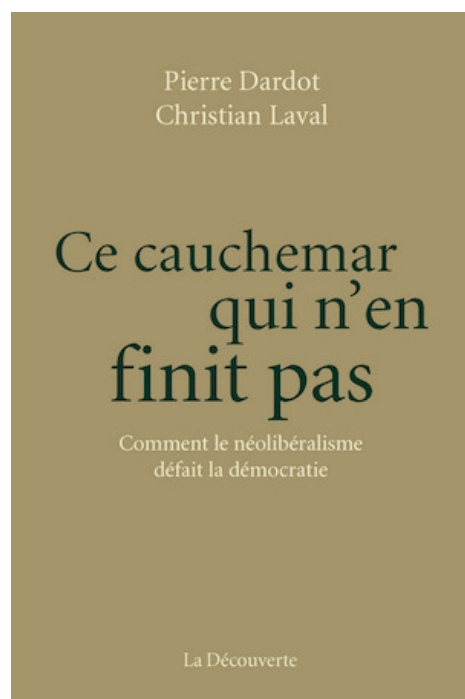


À propos de : Pierre Dardot et Christian Laval, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016, 13,50€.

À lire un extrait du livre [sur notre site](#).



Dans plusieurs ouvrages parus depuis la fin des années 2000, Pierre Dardot et Christian Laval ont successivement exploré les ressorts du néolibéralisme (*La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, 2009), l'œuvre de Marx (*Marx, prénom Karl*, 2012) et les jalons d'une stratégie de dépassement du capitalisme (*Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, 2014). Dans leur dernier ouvrage, ils fournissent une analyse des différentes facettes et conséquences désastreuses du néolibéralisme, « *ce cauchemar qui n'en finit pas* » et détruit la démocratie, et ils explorent les ressorts de la nécessaire contre-offensive.

Les auteurs annoncent d'emblée qu'ils écrivent ce livre avec un sentiment d'urgence face à l'accélération des processus économiques et sécuritaires induits par le néolibéralisme. Ils soulignent (à juste titre) qu'il n'y a pas d'un côté les contre-réformes sociales et économiques et, d'un autre, la montée des dispositifs sécuritaires. Ce sont les deux faces indissociables d'une offensive contre la démocratie. Démocratie qui, pour eux, ne se résume pas à une procédure électorale, mais consiste par essence dans le pouvoir du peuple, au premier rang duquel (en référence à la Grèce antique) les pauvres. Ainsi entendue, la démocratie se définit en opposition à l'oligarchie (le gouvernement des riches) : quel que soit le mode de désignation des dirigeants, les pouvoirs actuels sont des oligarchies. L'intelligence du système néolibéral est de vider la démocratie de sa substance sans la supprimer formellement (« *Pourquoi instaurer une dictature militaire si on peut obtenir la même chose par le jeu des marchés* » ? p.174). L'enjeu de la situation présente est donc pour les dominés de reprendre l'initiative dans la guerre des classes afin de vaincre l'oligarchie et d'imposer la démocratie.

Le néolibéralisme s'est renforcé dans la crise

Le néolibéralisme a survécu à la crise de 2008-2009, il s'est même « *renforcé en se radicalisant* », démentant les analyses de divers économistes d'inspiration keynésienne

pour qui, à l'instar du dit « prix Nobel d'économie » Paul Krugman¹, il serait facile de sortir de la situation présente « *si les personnes occupant des positions de pouvoir comprenaient les réalités* » et n'étaient pas « *attachés à des doctrines économiques mal inspirées* ». S'il s'accommode des idéologies les plus diverses (comme le conservatisme islamiste de l'AKP en Turquie), par contre, le néolibéralisme ne tolère plus d'écart par rapport à son programme de transformation de la société et des individus (une politique social-démocrate traditionnelle n'est donc plus acceptable).

Les auteurs décrivent avec talent les différentes facettes de la domination libérale. Point essentiel, ils démontrent qu'il est erroné d'assimiler le néolibéralisme à un rétrécissement de l'État : l'État néolibéral intervient en permanence pour produire un ordre nouveau. Dardot et Laval soulignent comme essentielle pour comprendre cette domination la capacité du néolibéralisme à fabriquer un « *imaginaire entrepreneurial* », à apparaître comme porteur d'une promesse de liberté et de réussite à la portée de chaque individu. « *Devenez Votre Propre Patron, Roulez Quand Vous Voulez avec Uber* » : énonce le site www.uber.com/. Mais bien évidemment, cette nouvelle représentation va au-delà du cas d'Uber : dans l'imaginaire néolibéral, chacun est sa propre entreprise, son propre capital à entretenir et à valoriser... et est donc responsable de ses échecs.

À côté des États nationaux, les institutions supranationales, et notamment l'Union européenne (UE), jouent un rôle majeur dans l'ordre néolibéral. À ce propos, Dardot et Laval soulignent les illusions liées à des mots d'ordre comme « Europe sociale » ou « Europe démocratique » : rien n'est possible à l'intérieur des institutions actuelles de l'UE – ce qui ne signifie pas pour autant qu'il faille céder au repli national.

Au-delà de larges points d'accord avec ces analyses, on peut s'étonner que le néolibéralisme ne soit pas situé dans l'histoire du capitalisme, mais ce n'était peut-être pas compatible avec le format de l'ouvrage (Dardot et Laval ne semblent pas penser qu'en desserrant l'étau néolibéral, il y aurait des marges pour un capitalisme « à visage humain »). La caractérisation de la crise comme étant désormais un état permanent du système mériterait aussi des approfondissements : l'évocation sempiternelle de la crise (ainsi que de la charge de la dette et de la concurrence internationale) est bien une arme idéologique des dominants mais cela ne suffit pas à conclure sur le devenir du capitalisme. Il est vrai toutefois que des travaux économiques actuels développent l'hypothèse d'une « *stagnation séculaire* » : quelque chose serait « cassé » dans la dynamique de long terme du capitalisme avec, notamment, un décalage entre diffusion des NTIC et gains de productivité².

Un système oligarchique

S'inscrivant en faux par rapport aux keynésiens, Dardot et Laval montrent que le renforcement du néolibéralisme ne procède pas d'erreurs théoriques mais du pouvoir de ce qu'ils nomment un « *bloc oligarchique néolibéral* », qui regroupe quatre composants principales : les dirigeants gouvernementaux et les sommets de l'administration, les propriétaires du capital et les grands managers, les dirigeants et personnalités des médias et, enfin, les universitaires fabricants et diffuseurs d'idéologie. Ce bloc a une double dimension nationale et internationale. On s'interroge sur la réticence de Dardot et Laval à utiliser le terme de « bourgeoisie » : considèrent-ils qu'il renvoie à un concept dépassé ? Pourtant, le terme, utilisé par exemple par exemple par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot³, offre l'avantage incomparable de souligner qu'il s'agit d'une classe fondamentalement ancrée dans la propriété privée des moyens de production mais qui, bien sûr, ne se réduit pas aux « grands capitalistes » et inclut les diverses strates

énumérées par les auteurs.

Dardot et Laval dénoncent la professionnalisation de la politique, ainsi que la corruption systémique liée à l'interpénétration avec le monde des affaires. La gauche de gouvernement (« social-démocrate ») n'est pas l'innocente victime des marchés mais bien une composante de ce bloc oligarchique. Le risque, affirment-ils, est maintenant celui de la disparition de toute la gauche. Ce qui subsiste de la vraie gauche doit, pour se reconstruire, ne pas se contenter de réagir aux effets du néolibéralisme mais le dénoncer comme forme de vie, reconstruire un autre imaginaire mobilisateur et ne pas tomber dans l'illusion de prôner le « retour de l'État ». En effet, comme cela a déjà été souligné, le néolibéralisme ce n'est pas moins d'État mais un État transformé pour être fonctionnel à cette phase du capitalisme. L'élaboration d'une alternative partira d'en bas et non d'experts.

Les voies d'une contre-offensive

La contre-offensive a une dimension nationale et internationale. Elle suppose d'abord d'unifier des forces disparates en un « *bloc démocratique* » regroupant des forces politiques, syndicales, associatives, culturelles, etc., avec une plate-forme commune. Les auteurs soulignent l'échec total des stratégies prônées par Hardt et Negri fondées sur un supposé communisme spontané de la « multitude ». Ils ne sont pas davantage convaincus par la stratégie « populiste » de Laclau qui a inspiré le groupe initiateur de Podemos. Leurs commentaires sur Podemos sont mitigés et, en tout cas, ils pensent vouée à l'échec toute tentative de reproduire le schéma espagnol à partir d'en haut. Quant à Syriza, ils lui reprochent son refus de s'appuyer sur les initiatives populaires et de les coordonner, ainsi que ses illusions sur sa capacité de négociation avec les institutions européennes. Plus fondamentalement, et nous reviendrons sur ce point, Dardot et Laval ont une grande méfiance pour le parti politique en tant que forme d'organisation et instrument d'un projet véritablement émancipateur.

Le deuxième volet de la contre-offensive est la nécessaire coordination des luttes au niveau international en construisant un « *bloc démocratique international* », composé également de forces politiques, syndicales, associatives, culturelles, etc. On peut trouver des analogies entre cette proposition et ce qu'ont été les forums sociaux mondiaux à leur apogée (mais les auteurs ne font aucune mention de cette expérience). Au total, l'objectif est que les « nombreux » l'emportent sur les « peu nombreux » et construisent pour ce faire une vraie démocratie fondée sur la rotation des charges.

Le livre de Dardot et Laval est une incitation pour ceux qui se réclament de l'anticapitalisme à se ressaisir de leurs fondamentaux : le but est bien de construire une autre société, « *une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous* » comme le formule le *Manifeste communiste*. Il faut effectivement opposer à l'imaginaire néolibéral qui prétend que chacun est maître de son destin et peut s'en tirer, voire s'enrichir, sans égard voire au détriment des autres, un imaginaire alternatif qui s'élève jusqu'à la proposition d'une « *forme de vie désirable* », en d'autres termes véritablement humaine. Il est effectivement erroné de s'enfermer seulement dans des discussions sur la crédibilité économique des propositions que l'on met en avant⁴. On ne peut aussi que partager les deux propositions fondamentales des auteurs sur l'unification nécessaire des forces de contestation et la refondation d'une Internationale.

Deux points de discussion

Mais on se séparera d'eux sur leur rejet du parti comme instrument d'un projet émancipateur. Comme le notait Chris Harman : « *Dans les milieux se réclamant du marxisme, peu de questions ont soulevé d'aussi violentes discussions. On y a probablement dépensé plus d'énergie en impitoyables disputes que sur n'importe quel autre sujet. L'une après l'autre, des générations entières de militants se sont jeté à la figure les mêmes épithètes : « bureaucrate », « substitutionniste », « élitiste », « autocrate », etc.* »⁵ Il faut certes se garder de tout fétichisme : dès la parution de *Que faire ?* (1902), le modèle de parti qui y est développé a fait l'objet de controverses avec des critiques de Trotsky (*Nos tâches politiques*, 1904) et de Rosa Luxembourg (*Questions d'organisation de la social-démocratie russe*, 1905). Lénine, lui-même, reconnaîtra en 1903 avoir « *tordu le bâton* » face à ceux qui l'avaient précédemment tordu dans le mauvais sens et en 1905, dénoncera les « *comitards* ». Cependant, on ne peut éluder la nécessité d'organisations politiques spécifiques du prolétariat (dans ses diverses composantes) porteuses à la fois d'une mémoire historique et de capacités de réflexion et d'action sur le présent. Il apparaît donc nécessaire aujourd'hui comme hier de construire un parti de ceux qui, pour reprendre encore le *Manifeste*, « *ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat ; 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.* » Ceux-là, Marx les nomme communistes.

Terminons enfin par une remarque. Dardot et Laval dénoncent avec vigueur la social-démocratie et tous ceux qui s'accrochent à ses basques et, comme on vient de le souligner, affirment la nécessité d'un projet radical ancré dans « ceux d'en bas ». Cependant, ils sont silencieux sur le clivage réformisme/révolution. Cela peut renvoyer à une volonté légitime de ne pas s'inscrire d'emblée dans de « vieux débats ». Mais quoi que l'on pense de ce sujet, la réflexion stratégique entamée à la fin de l'ouvrage ne pourra définitivement l'éluder⁶.

*

Une [version un peu plus courte de ce texte](#) est parue dans la revue L'Anticapitaliste, n° 78, juillet-août 2016.

références

références

- ↑ 1 Paul Krugman, *Sortez nous de cette crise... maintenant !*, Flammarion, 2012.
- ↑ 2 Voir notamment, Michel Husson, « [Stagnation séculaire : le capitalisme embourbé ?](#) », *A l'encontre*, 5 juin 2015.
- ↑ 3 *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, 2005.
À ce propos, dans un article récent du *Monde diplomatique*, Pierre Rimbert montre comment le monceau de travaux d'experts réalisés pour démontrer la nécessité de la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux, une mesure pourtant très modérée, n'a en rien ébranlé les dirigeants mondiaux. Il en tire la conclusion que s'enfermer dans l'expertise peut amener à seulement « *solliciter l'acceptable* » au lieu de mettre en avant ce qui serait nécessaire et est en phase avec le nouveau courant radical en train d'émerger (« [Contester sans modération](#) », *Le Monde diplomatique*, mai 2016).
- ↑ 5 Chris Harman, « Parti et classe », *International Socialism* (1st series), n° 35, hiver 1968-1969.

Dans une interview réalisée après la parution de leur ouvrage, Dardot et Laval résumant ainsi leur réflexion sur les deux points qui viennent d'être évoqués : *« C'est toute la question de la révolution qui doit être reposée. Certes on ne pourra faire l'économie d'un affrontement avec le pouvoir d'État. Mais une révolution n'est pas une « prise du pouvoir » qui débouche dans un deuxième temps sur un changement institutionnel. Cela laisse entendre que ceux qui ont « pris le pouvoir » voudront bien le remettre entre les mains du peuple ou du prolétariat. On a vu ce que cela pouvait donner. Une révolution sociale est une « ré-institution » de la société. C'est la construction de nouvelles institutions, et donc de nouveaux pouvoirs, plus que la*

↑ **6** *« prise du pouvoir » qui importe. Dès que les individus se mettent à inventer des institutions ou à mettre en œuvre des façons nouvelles d'habiter les institutions anciennes, il y a amorce et même effet de révolution. En ce sens, la révolution est permanente. Nous appelons cela la praxis instituante. Ce qui met forcément en débat ce qu'on appelle un parti révolutionnaire. Est-il un petit État se préparant à prendre et à exercer le pouvoir d'État? Est-il un lieu d'invention et de propagation de formes d'action et de vie différentes ? L'aspiration des mouvements récents comme Nuit debout est assez claire : il n'est plus possible de séparer le but et le moyen. La démocratie ne se prépare pas en dehors de la démocratie. »* (Interview à *L'Anticapitaliste hebdo*, n° 340 du 9 juin 2016).